



#MAROC_Stress_hydrique_à_Souss_Massa : quel plan B pour éviter le Day Zero??

#MAROC_Stress_hydrique_à_Souss_Massa : quel plan B pour éviter le Day Zero ?
Charafat Afailal, ancienne ministre déléguée chargée de l'Eau et experte en eau et climat, revient sur la problématique du stress hydrique dans la région de Souss-Massa et propose des mesures à court et moyen termes pour atténuer l'ampleur de la situation. Avec plus de 2,7 millions d'habitants, Souss-Massa est la sixième région la plus peuplée du Maroc, et dispose d'un important potentiel de développement socioéconomique, basé essentiellement sur les activités agricoles et touristiques. Sur le plan hydrologique, le bassin de Souss-Massa est exposé, depuis toujours, à un stress hydrique élevé qui s'est accentué de manière considérable ces dernières années avec les impacts des changements climatiques. L'évolution de la situation hydrologique ces trois dernières années devient de plus en plus inquiétante. Les chiffres sont assez critiques pour refléter la situation d'urgence dans laquelle se trouve la région Souss-Massa. En effet, le déficit en termes de précipitations pour les trois dernières années varie entre -15 % à -35 %, ce qui a impacté notablement les apports au niveau des barrages alimentant les principales villes (grand Agadir, Taroudant, Tiznit et Sidi Ifni) et centres avoisinants. Le taux de remplissage des barrages affiche un seuil aggravant de 25 %. Les réserves actuelles au niveau des deux barrages alimentant le grand Agadir, en l'occurrence barrages Abdelmoumen et Moulay Abdellah, ne peuvent subvenir aux besoins de la population en eau potable que pour quelques mois. Cette situation nécessite une

intervention urgente pour sécuriser l'accès à l'eau au cas où le climat défavorable persisterait. Face à cette situation et dans l'attente d'une évolution favorable de la situation hydroclimatique au niveau du bassin Souss-Massa (nous ne sommes qu'au début de l'année hydrologique), un plan d'urgence doit être immédiatement établi et entrepris pour éviter le Day Zero à l'instar de la crise de Cape Town, la ville sud-africaine, en 2017-2018, durant laquelle l'armée était obligée d'intervenir pour réguler la distribution restrictive de l'eau à la population (sachant que le contexte sociopolitique n'est pas le même, le Maroc a déjà vécu une expérience similaire qui a été managée avec succès : le cas de Tanger en 1996). Cette conjoncture, de par sa criticité, appelle à la vigilance et à la grande mobilisation de toutes les parties prenantes pour se préparer à toutes les éventualités. Persuadée que les principaux acteurs sont fortement mobilisés pour faire face à cette situation critique, je voudrais partager quelques propositions inévitables qui pourront atténuer l'ampleur de cette situation. Je ne citerai que quelques mesures à court et moyen termes, du moment que les travaux relatifs au projet dessalement, qui sécurisera l'accès à l'eau pour les moyen et long termes, avancent à bon train.

Mesures urgentes et immédiates

- Outre les mesures de raccordement du système d'alimentation en eau potable existant aux installations d'irrigation du barrage Aoulouz (barrage réservé jusqu'à maintenant exclusivement à l'irrigation), certaines mesures s'avèrent indispensables dans une telle conjoncture, à savoir :
 - L'arrêt immédiat de l'arrosage des espaces verts publics et des complexes touristiques à partir de la ressource douce. Les opérateurs dans le secteur du tourisme doivent faire preuve de solidarité et de citoyenneté en situation pareille.
 - Le lancement immédiat d'un programme de réhabilitation des réseaux de distribution d'eau potable où le rendement affiche parfois des chiffres très bas, ne dépassant pas 60 % dans certains centres. Les principaux opérateurs, en l'occurrence la RAMSA et l'ONEE, sont fortement interpellés par cette action. Cette opération permet, à l'instar des expériences vécues, une économie d'eau considérable pouvant sauver la population de la soif pendant deux ou trois mois.
 - Le lancement d'une campagne de sensibilisation auprès des citoyens, et surtout auprès des grands consommateurs. Cette mesure pourrait apparaître pour certains comme une sorte d'incitation à la panique et à l'émoi, mais vaut mieux prévenir que guérir, dirait-on. Une rationalisation et optimisation de la consommation en luttant contre le gaspillage s'avèrent essentielles pour alléger la criticité de cette conjoncture. Cette mesure pourrait être conjuguée également par la mise en place d'équipements économes (robinets économes, douchettes économes…), particulièrement au niveau des installations publiques (bornes, fontaines publiques, bains maures…).
 - La mise en place d'un centre de réception des réclamations, accessible à la population, visant à informer les opérateurs en cas de casse ou de fuites au niveau du réseau de distribution ou de points d'eau publics.

Mesures à moyen terme

- Le recours imminent à la réutilisation : la région dispose d'importantes infrastructures d'assainissement dotées parfois de procédés de traitement innovants et performants, néanmoins le recours à la valorisation de ces eaux usées traitées et épurées reste très limité par rapport au potentiel disposé. Malgré la mobilisation et l'engagement démontrés par toutes les parties prenantes, la valorisation des eaux traitées traîne encore, faute de financement nécessaire relatif aux ouvrages de raccordement au STEP et/ou contraintes techniques comme la forte charge polluante des effluents industriels qui nécessitent un traitement préalable avant leur acheminement vers les STEP. Par ailleurs, le recours à la réutilisation s'avère incontournable vu le potentiel existant.
- L'interconnexion des barrages desservant le grand Agadir à savoir le barrage Aoulouz avec Abdelmoumen et Moulay Abdellah. Plusieurs pays ont opté pour l'interconnexion entre les différents aménagements et infrastructures hydrauliques comme une réponse adaptative aux aléas climatiques : l'Algérie, l'Espagne, la Tunisie…
- La mise en oeuvre, le plus sérieusement possible, des dispositions du contrat de nappe pour mettre fin à la surexploitation abusive des



nappes souterraines. Il va sans dire, enfin, que le désarroi stressant dont souffrent les populations ne fait que s'intensifier par les pénuries accablantes des précipitations, raréfiées dans ces zones déshydratées. Il est bien évident que la région de Souss-Massa regorge de productivité en agrumes et primeurs, destinés pour la plupart à l'export, grâce à l'insertion de mécanismes de haute sophistication. Mais cette modernisation, souhaitée, s'accomplit au détriment des réserves hydriques soumises à des surexploitations démesurées. Toutefois, cette situation qui paraît préoccupante n'est pas indéfiniment une fatalité. Elle nécessitera, sans doute, un volontarisme constant en vue de juguler cette entrave hydrique dans une région assoiffée. Le projet à double fonction — eau potable et irrigation —, de la station de dessalement de l'eau de mer dans la région agricole de Chtouka en est une belle illustration. Le 15 janvier 2020 Source web Par : telquel